



Clara Ricciardi derrière le bureau d'accueil du centre de Planning familial.

ELLE & LES FEMMES

PAS TOUCHÉ AU PLANNING !

À L'HEURE OÙ CERTAINS POLITIQUES VOUDRAIENT RÉDUIRE LES SUBVENTIONS DU PLANNING FAMILIAL, NOUS VOULONS RAPPELER L'ÉVIDENCE : IL EST VITAL POUR DES MILLIERS DE FEMMES. LA PREUVE À MARSEILLE.

PAR ISABELLE DURIEZ PHOTOGRAPHE BENJAMIN BÉCHET

Un mercredi après-midi au Planning familial de Marseille. Des adolescentes par deux ou trois poussent le discret portail du 106, boulevard National, derrière la gare Saint-Charles. Elles sont agréablement surprises par les grands locaux aux murs colorés qui les attendent au fond d'une cour à l'ancienne. Ici, tout n'est que sourires, discussions feutrées, affiches militantes. « C'est tout de même plus chouette de vivre quand on est désiré », assure un bébé hilare sur une

affiche rouge des années 70. Un tableau couvert de Post-it raconte : « Le Planning m'a beaucoup aidée, je les remercie du fond du cœur ». « Des femmes sont encore en vie, comme moi, grâce à vous ». Témoins de moments difficiles qui se jouent et se dénouent ici. Il rappelle aussi que ce centre, qui est l'un des plus importants de France, a failli fermer en 2009, faute de locaux salubres. L'équipe a fini par trouver un lieu, avec le soutien des collectivités locales, l'a rénové et a ouvert ses portes en 2012. Dans la salle d'attente aux murs jaunes, Lella et Keiush se parlent à l'oreille. Elles ont entendu parler du Planning il y a trois ans lors d'une intervention sur l'éducation à la sexualité organisée dans leur collège. Lella a eu son premier rapport sexuel il y a dix jours, elle vient faire un test de grossesse. Elle ne se voyait pas le faire seule, dans la salle de bains de ses parents. Assise pas loin, la jolie Ruben, 15 ans, accompagne son amie venue demander la pilule parce qu'elle a un petit copain. « Moi, je ne l'ai jamais fait, mais je li les tracts, j'apprends plein de choses », confie-t-elle. Assatou, elle, a tout juste 18 ans. Elle est venue la première fois avec tante. « Elle était suivie ici, elle m'a emmenée, et je viens à mon tour. On n'a pas besoin de la carte Vitale, personne ne sait qu'on est là », explique-t-elle. Comme 40 % des 6 000 personnes accueillies chaque année, elle habite le quartier, la Belle de Mai, où l'arrondissement voisin. Elle est accompagnée d'une copine



Le centre de planification reçoit beaucoup de jeunes filles de 16 à 34 ans, en toute discrétion.

REPORTAGE



Chloé Lemoult et Coralie Godreau, conseillères, travaillent dans les collèges et les lycées.



Ici on trouve des préservatifs gratuits.

et de son ex, intimidé par cet univers féminin. Ils sortent fumer une clope, rient. Anouk, 23 ans, a choisi le centre pour son suivi gynécologique. « Je suis allée pour la première fois dans un Planning familial à Nantes, à 14 ans, je venais de rencontrer mon copain. Chez un gynécologue de ville, l'accueil n'est pas le même et les délais pour obtenir un rendez-vous sont terriblement longs, raconte-t-elle. Quand on est jeune, il n'y a pas tant d'endroits où être écoutée. »

Le centre médical n'occupe qu'une partie des locaux. Il regroupe la salle d'attente, un cabinet de gynécologie avec quatre médicales et deux salles d'entretien où les conseillères reçoivent. Des salons plus que des salons, où l'on peut s'asseoir sur le grand canapé parmi des cousins colorés ou dans des fauteuils. Sur la table, une corbeille qui contient des plaquettes de pilule, des préservatifs masculins et féminins, un stérilet, un spéculum, et quoi ? des chaussons de bébé ? ○ ○ ○



Planning familial, la directrice, en réunion d'équipe.

REPORTAGE

PAS TOUCHE AU PLANNING!

« Non, une vulve tricotée main, aux couleurs pop ! » Je suis sidérée de voir à quel point les femmes sont ignorantes de leur corps, du fonctionnement des cycles, de la fertilité, de la fécondité, d'un agresseur abyssal », note Marie-Astrid Machuka, la sage-femme qui assure les consultations cet après-midi-là. Dans l'un des salons, une jeune fille de 16 ans reste muée dans son silence. Elle n'a pu confier à Chloé Lemout, la conseillère, que deux phrases : « Je suis enceinte et j'ai peur ». Petit à petit, elle était contente de découvrir sa grossesse, mais son copain est parti quand il l'a su. Elle ne sait que faire, ne peut en parler à personne, a peur de la réaction de sa mère, veut finir le lycée... Elle craque, recroquevillée sur le canapé. « Pourquoi êtes-vous venue ici ? » demande Chloé. « Comment se passe un avortement ? » répond-elle. La conseillère montre un calendrier, parle des méthodes. Le jeune fille finit par prendre rendez-vous à l'hôpital afin de doter sa grossesse et savoir combien de temps il lui restera pour réfléchir. Et repassera voir Chloé une semaine plus tard.

« Parfois, elles ne reviennent pas, et on ne sait pas quelle décision elles ont prise », raconte Françoise, une autre conseillère. Notre rôle est de soutenir la personne sans la juger, quelle que soit sa décision. » Comme la dizaine d'accueillantes, Françoise assure aussi la permanence du 0800 08 1111. Un numéro vert national qui renvoie vers les plateformes régionales : 3 400 appels sont reçus par an à Marseille. « Souvent, quand elles téléphonent, elles savent qu'elles ne peuvent pas poursuivre cette grossesse, mais cela va à l'encontre de leur désir d'être mère », souligne Françoise. Elles ont besoin d'entendre que cela ne les empêchera pas de le devenir, plus tard. « Un fichier de médecins, d'hôpitaux, d'associations, permet d'orienter vers les bons interlocuteurs. Mais il ne s'agit pas que de cela. Chaque appel cache des questions sur le couple, les pratiques sexuelles, beaucoup veulent savoir ce qui est normal ou pas, comment dire non, s'inquiètent d'attraper le sida... Dans l'anonymat du téléphone, un entretien peut durer une heure.

Chloé, Françoise et les autres ont été psychologue clinicienne, infirmière, aide-soignante ou éditrice avant de s'engager auprès du Planning. Elles travaillent par conviction féministe. Depuis sa création, dans les années 60, le mouvement pour le Planning familial nourrit ses positionnements politiques des expériences sur le terrain, ou plus près des besoins des femmes. Les adhérentes se battent pour l'égalité homme-femme, l'égalité entre les sexualités, l'accès aux soins et soins, pour tous. Elles luttent contre les violences conjugales, contre les stéréotypes sexistes, œuvrent pour un meilleur dialogue entre hommes et femmes. Leur écoute est empathique et surtout professionnelle : toutes sont conseillères conjugales et familiales salariées.

Ce n'est pas un détail au moment où de faux sites d'information sur l'avortement diffusent des messages vains aux quels répondent non pas des professionnels, mais des militants anti-avortement. « On a toujours

eu en ligne une fille ravagée après avoir appelé IVG.net ou un site du même genre », raconte Laurence Biquetti, qui assure la permanence à la Maison régionale de santé à Latres. Une d'elles avait 16 ans, elle avait donné son numéro fixe à IVG.net. Elle m'a demandé si c'était normal qu'on la rappelle chez elle, ils la harcelaient, ils étaient tombés sur sa mère et lui avaient tout dit. Elle était paniquée. Ils lui ont raconté que IVG allait la rendre stérile, qu'elle ne s'en remettrait jamais... Une autre s'est entendue dire qu'elle toucherait les allocations familiales si elle gardait le bébé, mais ce n'était pas son projet de dépendre des allocations.

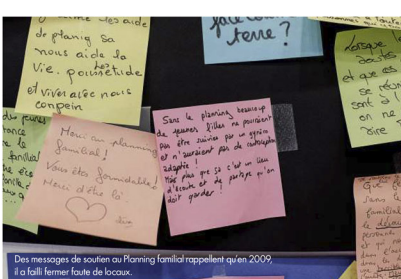
Si l'information sur la contraception et l'IVG est le socle historique du Planning familial, ses activités sont beaucoup plus larges.

“
JE SUIS TOUJOURS
SIDÉRÉE DE VOIR
À QUEL POINT
LES FEMMES SONT
IGNORANTES
DE LEUR CORPS, DU
FONCTIONNEMENT
DES CYCLES, DE
LA FERTILITÉ, DE LA
FÉCONDITÉ. UN
GOUFFRE ABYSSAL.

”
MARIE-ASTRID MACHUKA,
SAGE-FEMME CONSEILLÈRE
AU PLANNING FAMILIAL

Du côté des garçons, les questions sur le sexe fusent, dans leur sursaut : « C'est quoi YouPorn ? », « Ça veut dire quoi se branler ? », « Les filles font pipi du sang ? ». Chloé écoute, commente, interroge : « Qu'est-ce que ça nous fait ? Qu'est-ce que ça fait à l'outre ? Du côté des filles, la discussion dérive sur la trichose entre amies, ou soin de la famille, comment agir, comment se protéger. Certaines témoignent d'événements difficiles. « Comment vous sentez-vous ? » demande Chloé à la fin de la séance. « Soulagées, libérées. » Puis toutes se demandent comment devenir qui elles veulent vraiment être. Et surtout pas une princesse de conte de fées. Avant que les collègues sortent, Chloé et Coralie leur glissent une carte avec, à l'adresse du Planning familial et du site portail civi.org. « Ils savent maintenant qu'il y a des adultes avec qui ils peuvent parler de ça. » ■

15 JANVIER 2020



Chloé Lemout décrit le fonctionnement de l'appareil génital avec un vagin en licot.



Le Planning familial se bat depuis les années 60 pour l'accès à la contraception, à l'IVG, et à l'égalité.



DES ASSOCIATIONS MENACÉES

En 2015, Marion Maréchal-Le Pen, opposée au droit à l'avortement, a promis, si elle gagnait la présidence de la région PACA, de ne plus verser un centime au Planning familial, une association, selon elle, « politisée et idéologique ». Le candidat Les Républicains Christ Estrosi, pourtant peu connu pour ses prises de position féministes, s'est engagé à le protéger. Le Planning familial. « Président, à ta tête sa promesse », souligne Claire Ricciardi, porte-parole du centre de Marseille. Un acte important car les régions, comme les départements, financent au côté de l'État les actions du Planning familial.

« Mais le menace de désengagement des collectivités pour des raisons politiques continue de peser sur les 76 associations du mouvement pour le Planning familial – qui reçoivent 500 000 personnes par an. En Auvergne-Rhône-Alpes, par exemple, le président Les Républicains Laurent Vissière, proche de la Manif pour tous, veut baisser les subventions de 30 %. » Dans le contexte électorat, on ne sait pas à quoi s'attendre », s'inquiète Véronique Séhère, la coprésidente du mouvement pour le Planning familial. À cela s'ajoute la baisse générale des subventions aux associations. « En Langue-d'Oc nous sommes plus personne ne finance le roulement vert d'information sur la contraception et l'IVG », explique Véronique Séhère. Mais le plus important est de savoir si les politiques publiques en faveur de l'égalité hommes-femmes ou de la lutte contre les violences faites aux femmes ou pour l'accès aux services publics, comme les centres IVG dans les hôpitaux, seront maintenus. Nos citoyens devaient être prêts à nous mobiliser. »